

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**INNOSPEC FRANCE SA**

17, route de Rouen  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2026.03.65.SG  
Code AIOT : 0005801773

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement INNOSPEC FRANCE SA implanté 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 23 février 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées sur le risque d'explosion associé à la présence d'une atmosphère explosible (ATEX), dénommé « risque ATEX ».

Il est relevé un nombre important d'incidents ou d'évènements récents liés à des explosions de poussières ou de gaz.

Ces différents évènements ont mis en lumière la nécessité de vérifier que les exploitants mettent en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques, en particulier la

bonne identification des zones concernées, la bonne mise en place des procédures, notamment vis-à-vis des consignes ou des travaux adaptés ou encore la conformité des matériels installés dans ces zones.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INNOSPEC FRANCE SA
- 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005801773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société INNOSPEC, implantée au 17 route de Rouen sur la commune de Saint-Marcel, est autorisée à exploiter une installation de fabrication d'additifs pour le traitement du fioul lourd en référence à l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015.

Le site est classé Seveso Seuil Bas relativement à la présence de produits dangereux pour l'environnement de catégorie 2 - rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 ATEX
- ATEX

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	3 mois
7	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et ANNEXE V	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur le terrain, l'inspection ne constate pas de défaillance technique majeure. Les équipements de sécurité visés par sondage sont en place : ventilation de l'atelier de synthèse opérationnelle le jour de l'inspection, défauts identifiés dans le DRPCE de 2021 et visés par sondage, corrigés (continuité de terre, presse-étoupe). Des procédures pour le dépotage et de permis de feu renforcé existent. L'inspection relève en revanche une maîtrise documentaire et organisationnelle insuffisante du risque ATEX. L'exploitant s'appuie en effet sur son prestataire pour l'analyse et la justification du zonage, l'adéquation des matériels, sans être en mesure de les justifier. L'inspection rappelle que les installations restent sous la responsabilité de l'exploitant.

Les constats conduisent à des demandes d'actions correctives, portant sur la méthodologie utilisée pour identifier le risque ATEX, les classes et consignes en entrée de zones ATEX, l'absence de détention de la documentation technique des matériels électriques en zone, l'absence de traçabilité du suivi de ces matériels et le défaut de structuration du plan d'actions issu des vérifications périodiques des installations électriques.

Plusieurs observations complémentaires sont renvoyées à la responsabilité de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  Avant l'inspection, l'exploitant a transmis le plan des zones à risques ainsi que le rapport rédigé

par un prestataire concernant l'étude des zones à risque d'explosion.

L'inspection note que le rapport est intitulé « Rapport d'assistance à la rédaction du document relatif à la protection contre les explosions » et que le chapitre 3.3 précise que des déclarations de conformité doivent être insérées au document. Néanmoins, le rapport en tant que tel est considéré comme le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) et ne constitue pas un document de travail. Il est daté du 20/05/21 (version 3).

L'exploitant indique qu'aucun changement relatif à un risque d'explosion n'est intervenu depuis cette date et n'aurait nécessité de mise à jour du DRPCE. Il précise par ailleurs qu'une procédure de conduite du changement est en place et entraînerait une évaluation des risques en cas de modifications.

Le rapport présente en annexe 2 la méthodologie d'analyse et d'évaluation des ATEX, en 5 étapes :

- 1 : détermination du degré de dégagement
- 2 : évaluation du débit massique de gaz en cas de fuite
- 3 : évaluation du degré de dilution assurée par la ventilation du local
- 4 : évaluation de la disponibilité de la ventilation
- 5 : détermination du zonage ATEX

L'analyse détaillée aboutissant au zonage n'est pas présente dans le dossier. Par ailleurs, la méthodologie devrait également prendre en compte les sources d'inflammation à considérer, ce qui n'est pas le cas à ce stade.

Selon les déclarations de l'exploitant, cette méthodologie repose sur l'examen de la température des vapeurs : si la température du milieu est inférieure au point d'éclair ou à la limite inférieure d'explosivité (LIE) du produit, la zone ATEX n'est pas retenue. Néanmoins, en plus des conditions « usuelles » de fonctionnement, la méthodologie doit prendre en compte les phases transitoires (démarrage, arrêt) et la maintenance courante. Les travaux et maintenance lourdes doivent faire l'objet d'une analyse de risque spécifique, ce qui n'est pas clairement établi à ce stade.

Il résulte que sont classées en zone ATEX 2, dans l'atelier de synthèse : des zones de 50 cms autour des vannes et brides des réacteurs et des cuves chauffantes , 50 cms au tour de la prise d'échantillon. Aucune autre zone n'est classée.

Le stockage de gaz extérieur (derrière le laboratoire) n'est pas classé en zone ATEX sous réserve de vérification d'absence de fuite. Pour vérifier cette condition, l'inspection a interrogé le service maintenance qui a indiqué qu'un contrôle interne est réalisé à fréquence annuelle sur tous les flexibles à l'aide de produit détecteur de fuites. L'exploitant envisage la mise en place d'un contrôle externe une année sur deux. Aucun document de traçabilité ni justificatif de réalisation n'a été présenté à l'inspection. Le responsable de maintenance a par ailleurs déclaré que les flexibles du réseau gaz sont changés tous les trois ans. L'inspection invite l'exploitant à formaliser la périodicité de cette opération de détection de fuites, à en assurer la traçabilité (date, opérateur, résultat, localisation des points contrôlés) et à conserver les justificatifs correspondants. Cette traçabilité est d'autant plus nécessaire que le classement de la zone en dépend directement. De plus, une zone d'interdiction de source d'inflammation doit être déterminée à minima autour du stockage.

Le rapport comporte notamment :

- le plan des installations
- en partie 1 : le zonage ATEX
- en partie 2 la liste des équipements présents dans les zones ATEX, et leur adéquation avec la zone.

Sont présents en lien pdf dans cette partie, les documents internes de gestion des entreprises extérieures et de formation du personnel.

- en annexe 3, la méthodologie d'adéquation du matériel
- en annexe 4, le guide des mesures techniques générales de prévention et de protection (ex : interdiction de flamme, de téléphone portable...)
- en annexe 5, le guide des mesures organisationnelles générales de prévention et de protection (ex : sensibilisation du personnel)
- en annexe 6, le guide des procédures spécifiques liées aux risques ATEX (permis de feu, protocole de sécurité au dépotage...)
- en annexe 7, la signalétique ATEX

L'inspection a consulté l'analyse préliminaire des risques (APR) de l'étude de dangers du site, et observe que des zones avec potentiels d'explosion ne sont pas classées en zone ATEX, sans justification formelle. Des précisions sont données en annexe confidentielle.

Par ailleurs, la prise en compte du risque électrostatique doit être précisée et détaillée dans l'analyse des risques, ce qui n'est pas le cas à ce stade.

L'exploitant n'a pas précisé l'existence d'un référent ATEX sur le site.

L'exploitant indique que 6 salariés (personnel de maintenance et de production) sont formés au risque ATEX via un e-learning d'environ 30 minutes créé par la responsable HSE, suivi d'un questionnaire. La formation est renouvelée tous les 3 ans. L'inspection a constaté que le personnel signataire du permis de feu est formé au risque ATEX. Compte tenu de la nature des activités de l'établissement et des risques associés, l'exploitant pourrait utilement examiner les possibilités de renforcement du dispositif de formation ATEX, notamment en termes de durée, de contenu pratique ou de modalités pédagogiques, afin de s'assurer que le niveau de formation reste proportionné aux enjeux de sécurité de l'établissement. Cette appréciation relève de la responsabilité de l'exploitant

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection prend acte du caractère opposable du DRPCE déclaré par l'exploitant.

Cependant, plusieurs éléments attendus dans l'analyse des risques n'ont pas été retrouvés et/ou ne sont pas expliqués ou justifiés, ce qui doit être corrigé par l'exploitant.

L'inspection rappelle que le DRPCE doit être tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant, indépendamment du recours à un prestataire extérieur. L'exploitant est invité à engager cette mise à jour et à s'assurer de l'appropriation du contenu du DRPCE par ses équipes.

L'inspection invite l'exploitant à s'assurer de sa maîtrise de la méthodologie de zonage et de la disponibilité d'un document explicatif formalisé.

L'exploitant doit par ailleurs assurer la traçabilité des contrôles, notamment ceux déterminant le zonage ATEX.

Il jugera également de la nécessité d'une formation plus approfondie du personnel vis-à-vis du risque ATEX.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Plan général des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un plan de zonage daté de 2018. Néanmoins, l'exploitant indique qu'il met à jour lui-même le plan au gré des évolutions, dernièrement en décembre 2025. Les éléments sont néanmoins peu lisibles. La définition graphique du document ne permet pas, en cas de zoom numérique, de distinguer les détails nécessaires à une lecture complète.  Des logos ATEX sont représentés au droit de l'atelier de synthèse, sans précision sur le niveau de la zone.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan des zones à risques Atex n'est pas conforme à ce qui est attendu puisqu'il ne précise pas le niveau des zones Atex identifiées. L'exploitant doit le compléter en y faisant figurer la date du document, la nature exacte du risque pour chaque zone ATEX identifiée (zone 0, 1 ou 2 pour les gaz et vapeurs ; zone 20, 21 ou 22 pour les poussières), et à s'assurer d'une résolution graphique permettant une lecture opérationnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Identification des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du

fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **Constats :**

L'inspection s'est rendue à l'atelier de synthèse, seule zone classée ATEX à ce stade, et a constaté :

- de la présence d'un logo ATEX en entrée de zone
- de l'absence de signalétique sur le niveau de la zone
- de l'absence, hormis l'interdiction de fumer, de rappel sur les consignes à observer (interdiction de téléphone portable, d'apporter du feu...) . Il n'est pas précisé si l'usage des tablettes numériques, fréquemment utilisées par les prestataires de contrôle, est autorisée.

L'inspection a examiné la zone de dépotage dans le cadre de la matérialisation des zones et des mesures organisationnelles associées. La zone de dépotage n'est pas classée en zone ATEX. L'exploitant, dans sa méthodologie, doit prendre en compte l'écoulement afin que celui-ci ne favorise pas une nébulisation de substance inflammable.

L'exploitant a présenté en séance :

- Le protocole de sécurité du dépotage, qui prévoit la mise à la terre du véhicule (prévention du risque électrostatique) et le déchargement par pompe obligatoire.
- Les consignes de dépotage à destination de l'opérateur, dont un contrôle de conductivité.
- La liaison équipotentielle fait partie des consignes opérationnelles.
- Les protocoles et conventions de dépotage conclus avec trois fournisseurs.

L'exploitant dispose d'un modèle de permis de feu permettant, dans sa nouvelle version du 17/02/26, de prendre en compte le risque d'intervention dans une zone ATEX. Ainsi, en fonction du risque, est mise en place une période de surveillance et/ou de vérification des installations. Le permis permet d'interroger également sur la nécessité d'employer du matériel spécifique en zone ATEX. Ces permis sont validés par des personnes du service maintenance formées au risque ATEX. Le caractère opérationnel du permis de feu n'a pas pu être constatée, la dernière version étant encore en cours de validation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant accentuera la signalétique en entrée de zone en indiquant la nature de la zone et en rappelant les consignes.

Il doit également consolider les éléments à prendre en compte dans la méthodologie pour caractériser les risques présents (écoulements lors des transferts de produits par exemple) et identifier les conditions d'accès aux zones ATEX identifiées (utilisation de tablettes par les intervenants par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois



**N° 4 : Formation d'atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  L'atelier de synthèse est doté d'extracteurs d'air assurant une ventilation mécanique, alors qu'elle est qualifiée de « naturelle » dans le DRPCE. En effet, le chapitre 2.2 indique « Les locaux fermés sont ventilés par une VMC. Cependant, en l'absence de données de débit, ils seront considérés comme ventilés naturellement. » La présence et le fonctionnement des extracteurs ont été constatés sur le terrain, ils ne sont pas asservis à un système de détection d'atmosphère explosive. Le ventilateur n'est pas ATEX car, en l'état actuel des connaissances, il n'est pas situé dans une zone ATEX.  Néanmoins, annuellement, un contrôle de débit d'air en sortie est réalisé : le dernier rapport d'août 2025 indique un débit de 1247 m <sup>3</sup> /h. Le DRPCE a considéré le cas défavorable d'une ventilation naturelle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il revient à l'exploitant de mettre à jour le DRPCE selon les conditions réelles d'exploitation et d'évaluer si la considération de la ventilation mécanique pourrait modifier le classement ATEX (le classement des zones étant à consolider avec la mise à jour de l'analyse des risques abordée au point de contrôle n°1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Conformité des appareils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>

L'étude d'adéquation du matériel présent en zone ATEX indique pour chaque matériel, le marquage et son adéquation. Les zones ATEX classées sur le site sont de classe 2. Le matériel antérieur à 2003 (sans marquage ATEX) est jugé conforme par le DRPCE. Aucune justification n'est apportée dans le rapport. L'inspection invite l'exploitant à engager, sous sa responsabilité, une démarche d'analyse de risque documentée pour chaque matériel antérieur au 1er juillet 2003 maintenu en zone ATEX, afin de démontrer son aptitude ou, le cas échéant, de prendre les mesures de mise en conformité appropriées.

Le rapport DRPCE relève deux observations :

- l'une concernant une non-conformité au niveau du presse-étoupe du moteur de la pompe de décantation de la cuve chauffante SCG02. La non-conformité a été levée. L'inspection s'est rendue sur le terrain à l'emplacement du matériel, elle n'a pas constaté au cours de la visite de défaut facilement visible portant sur le presse-étoupe du moteur concerné.
- une observation complémentaire est faite concernant l'interconnexion défailante des masses entre les brides/ vanne sous la cuve des réacteurs : l'inspection a consulté en séance le rapport de contrôle terre-équipotentialité daté du 20 mars 2025. Les valeurs de résistance présentées dans le rapport de 2025 sont inférieures à 2 ohms et sont satisfaisantes. Le défaut identifié dans le DRPCE a été corrigé. Au cours de la visite, l'inspection a constaté sous les cuves de l'atelier de synthèse la présence de tresses métalliques sous les réacteurs SRV10 et SRG10, visant à établir l'équipotentialité. Des pinces de mise à la terre étaient également présentes, vis-à-vis des risques électrostatiques. L'inspection n'a pas constaté leur utilisation car aucune opération ne le nécessitait durant la visite.

L'inspection a demandé en séance la documentation relative au matériel suivant visé par sondage : transmetteur de pression du réacteur SRV10. Le matériel daterait de 2016 selon l'exploitant. Néanmoins, l'exploitant n'a pas pu, au jour de la visite, fournir la documentation de l'équipement, sa déclaration de conformité, la notice d'utilisation en français.

L'exploitant indique qu'aucune opération de maintenance n'est réalisée en interne sur le matériel ATEX. L'inspection attire l'attention de l'exploitant, en séance, sur le niveau de compétence nécessaire à exiger pour les prestataires étant amenés à intervenir et sur la nécessité potentielle après entretien/ réparation, de contrôler voir requalifier le matériel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé que le matériel présent en zone ATEX doit être conforme aux articles R557-7-1 à 9 du code de l'environnement. L'exploitant doit notamment disposer de la documentation du matériel (déclarations de conformité, notices...), des rapports de contrôle et de maintenance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 :** Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

L'inspection a consulté en séance le dernier rapport de vérification des installations électriques du site daté de mars 2025. Le rapport mentionne des limites de vérification relatives à l'accessibilité des dispositifs à contrôler, l'absence de coupure électrique lors du contrôle, et la haute tension. L'exploitant n'a pas présenté de planification du contrôle des matériels non vérifiés du fait de ces limites d'intervention.

De plus, plusieurs non-conformités sont relevées et classées en priorité P1, P2 ou P3 par le prestataire. La définition de ces priorités n'a cependant pas été clairement définie. L'exploitant a indiqué que les écarts sont repris dans un plan d'actions interne, sans être en mesure de transmettre un plan d'actions formalisé avec dates d'échéances, pilotes, ...

L'attestation Q19 (certificat électrique par thermographie infrarouge) daté du 23/12/25 mentionne une anomalie sur deux contacteurs de l'aérotherme : le service maintenance, interrogé sur le terrain, indique avoir procédé à la commande du matériel nécessaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le plan d'actions issu du rapport de vérification électrique doit permettre à la direction de l'établissement de connaître, à tout moment, l'état d'avancement de la levée des écarts constatés, en lien avec les priorités affectées et le zonage ATEX de l'établissement. Le plan présenté est perfectible sur ce point : une planification avec des dates de réalisation, des responsables identifiés et un suivi formalisé permettrait un pilotage plus rigoureux, proportionné aux enjeux d'un établissement classé Seveso seuil bas.

L'analyse des écarts constatés gagnerait à être croisée avec le zonage ATEX de l'établissement, afin de hiérarchiser les actions correctives en tenant compte des enjeux liés aux atmosphères explosibles. L'exploitant ne peut se limiter à reprendre les priorités définies par le prestataire de contrôle sans y associer sa propre analyse au regard de la configuration de son établissement.

L'exploitant doit mettre en place un plan d'actions formalisé et consolidé visant à :

- lever les limites du rapport de contrôle, afin de s'assurer d'un contrôle exhaustif des installations électriques
- lever les non conformités du rapport selon des échéances adaptées et présenter les mesures compensatoires mises en œuvre jusqu'à leur traitement, en cas de non conformités affectant des zones ATEX.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et ANNEXE V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Premiers prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis son POI révisé au 15/12/2025. L'inspection signale à l'exploitant qu'il ne répond pas aux évolutions réglementaires pour répondre aux exigences de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié applicables aux mises à jour de POI réalisées et remises depuis le 1er janvier 2023. En effet, l'exploitant doit disposer d'une stratégie de mise en oeuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle, en phase d'urgence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, sur la base de la liste des produits de décomposition du site (guide DT126), élaborer la stratégie de premiers prélèvements en phase d'urgence, conformément au texte susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. II. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés

pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté sur site la présence de deux détecteurs de gaz CH<sub>4</sub> dans la chaufferie. L'exploitant a présenté les résultats du rapport de contrôle de la détection gaz. Un détecteur est placé au-dessus du brûleur, l'autre au plafond de la chaufferie. Ce dédoublement est cohérent avec les prescriptions de l'arrêté ministériel applicable à la rubrique 2910. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie sur la détection gaz.

L'inspection a constaté la présence d'une évacuation naturelle haute (ventilation apparemment non forcée). Le point bas de ventilation n'a pas été constaté ; la porte de la chaufferie était ouverte, ce que le responsable de maintenance a présenté comme le dispositif de ventilation basse.

L'inspection a constaté à l'extérieur la présence d'une alarme sonore, d'une alarme visuelle, d'une vanne gaz extérieure et d'un dispositif de coupure électrique de la chaufferie. Ces dispositions sont conformes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier la conformité au texte susvisé dans la mesure où

- aucun point de ventilation basse n'a été constaté
- le texte impose une ventilation même pendant arrêt, lorsque la porte serait vraisemblablement fermée.

Le cas échéant il mettra en place le plan d'actions de mise en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois